



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 25 JUL. 2014

fixant des prescriptions complémentaires à la société INTERPOLYMER à Wissembourg  
concernant les garanties financières  
au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5<sup>o</sup> de l'article R516-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- VU l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU la circulaire ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5<sup>o</sup> du R516-1 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1999, complété le 12 juillet 2012, portant autorisation d'exploiter au titre du Livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement des installations classées pour la protection de l'environnement à la Société INTERPOLYMER à Wissembourg ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 22 mai 2014 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du 26 juin 2014 ;

CONSIDÉRANT les installations visées par la rubrique 2660 sont exploitées par la société INTERPOLYMER et relèvent, en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, du dispositif relatif aux garanties financières ;

CONSIDÉRANT que le montant des garanties financières doit être fixé par arrêté préfectoral pris en application des articles R516-1 et R516-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le calcul effectué selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en application du 5e du chapitre IV de l'article R516-2 du code de l'environnement donne un montant des garanties financières de 116 277,38 € destiné à la mise en sécurité des installations classées ;

APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – DÉFINITION ET CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

La Société INTERPOLYMER dont le siège social est 200 Dan Road CANTON USA, constitue les garanties financières dans les conditions définies ci-après.

Le montant des garanties financières s'élève à 116 277,38 euros.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul est celui en vigueur en 2014 soit 703,9.

Le taux de la TVA<sub>R</sub> est le taux applicable de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral soit 20 %.

L'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant :

Période concernée	Montant en euros TTC	Échéance de constitution
pour la période de 1 <sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015	23 255,48 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2014
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016	46 510,95 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2015
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017	69 766,43 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2016/
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018	90 021,90 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2017
pour la période du 1 <sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019	116 277,38 euros	Au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2018

En cas de constitution de garanties financières sous la forme d'une consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'exploitant constitue les garanties financières selon l'échéancier suivant : 20% du montant initial au 1<sup>er</sup> juillet 2014 puis 10% du montant des garanties financières par an pendant huit ans.

## **ARTICLE 2 – TRANSMISSION DU DOCUMENT ATTESTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant transmet au préfet les documents attestant la constitution des garanties financières. Ce document, ainsi que ceux produits pour le renouvellement et l'actualisation des garanties, est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le renouvellement des garanties financières, attesté par la transmission du document défini à l'article 3, doit intervenir au moins trois mois avant leur date d'échéance.

## **ARTICLE 4 – ACTUALISATION ET REVISION DES GARANTIES FINANCIERES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 sus-visé au montant de référence figurant à l'article 2 du présent arrêté pour la période considérée.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

## **ARTICLE 5 – DECHETS**

L'exploitant n'entrepose pas de déchets dangereux issus des activités relevant de la rubrique 2660 sur son site.

La quantité maximale de déchets non dangereux issus des activités relevant de la rubrique 2660 en attente de traitement est limitée à 32 tonnes.

## **ARTICLE 6 – PUBLICITÉ (article R.512-39 du code de l'environnement)**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la Préfecture du Bas-Rhin, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Bas-Rhin.

La présente décision sera mise à la disposition du public sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté sera affiché en mairie de Wissembourg.

Une copie de la présente décision sera mise à la disposition du public à la préfecture du Bas-Rhin, à la sous-préfecture de Wissembourg-Haguenau, ainsi que dans la mairie susvisée.

## ARTICLE 7 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

## ARTICLE 8 – EXÉCUTION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- la Sous-Préfète de Wissembourg-Haguenau,
- le Maire de Wissembourg,
- le Directeur de la société INTERPOLYMER,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P, le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint  
chargé de l'aménagement et du lieu

Jean-François COURET

Délais et voie de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement) La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de un an à compter de sa publication ou de son affichage.